

EXTRAIT

Du Registre des délibérations du Conseil Communautaire

DELIBERATION N° 09/2021 – 15

OBJET : PLANIFICATION

**Avis sur le projet du Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN)
mouvements de terrains sur la commune de Lizac**

L'An deux mille vingt et un et le vingt-huit du mois de septembre (**28.09.2021**) à 18 heures 30, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Terres des Confluences, convoqué le 22 septembre 2021, s'est rassemblé à la salle des fêtes de La Ville Dieux du Temple, sous la présidence de Monsieur Dominique BRIOIS, Président de la Communauté de Communes.

CONSEILLERS PRESENTS :

M. BRIOIS Dominique, Président

M. LOPEZ Romain, 2ème Vice-Président (à partir de la délibération n°1)

Mme FORNERIS Dominique, 3ème Vice-Présidente

M. GARGUY Bernard, 4ème Vice-Président

M. BOUCHÉ Bernard, 6ème Vice-Président

M. SAMAIN Hugues, 7ème Vice-Président

Mme VISSIERES-DELVOLLE Marie-Thérèse, 9ème Vice-Présidente

M. JAMAIN Thierry, conseiller délégué (à partir de la délibération n°4)

M. CRUBILÉ Jean-Luc - Mme AVARELLO Georgette - M. PONS Michel - Mme BAJON-ARNAL Jeanine - M. KOZLOWSKI Éric - Mme CARDONA Muriel (à partir de la délibération n°13) - M. FERVERAL Jean-Philippe - Mme BETIN Nadia - M. DURRENS Serge - Mme PAYSSOT Céline - M. EIDESHEIM David - Mme PECCOLO Marie-Christine - M. ANGLES André - Mme CAVERZAN Marie-Claire - Mme DELZERS Monique - M. BOUTINES Gilbert - Mme FAVAREL Annie - M. VIGNAUX Christian - Mme CAVERZAN Martine - M. COULOM Michel - M. FEGNE Jean - Mme DELCHER Any - Mr POUGNAND Jérôme - Mme M'BAMBI MATALE Claudine - M. PUCHOUAU Pierre - Mme GAYET Stéphanie - Mme LOPEZ Sophie - M. LOURMEDE Guy - M. THIERS Jean-Christophe - Mme SCHATTEL Danièle - Mme ESQUIEU Pierrette - M. SÉGARD Georges - Mme HEMMAMI Estelle - M. BOUSQUET Franck - Mme BADENS Véronique - M. FOURNIÉ Philippe - M. BRAS Jacques - Mme DUPOUY Nadine - Mme MOREL Michelle

CONSEILLERS REPRESENTES :

M. BESIERS Jean-Philippe, 1er Vice-Président

Mme FEAU Annie, 5ème Vice-Présidente

M. DELLAC Patrick, conseiller délégué

M. PREVEDELLO Xavier, conseiller délégué

Mme CARDONA Muriel (jusqu'à la délibération n°12)

M. REMIA Alex

M. BON Philippe

M. ACHCHTOUI Soufiane

Mme CAVALIÉ Marie

a donné procuration à Michel PONS

a donné procuration à M.T. VISSIERES-DELVOLLE

est représenté par Olivier SEVEGNES

a donné procuration à Michelle MOREL

a donné procuration à Jeanine BAJON-ARNAL

a donné procuration à Nadia BETIN

a donné procuration à André ANGLES

a donné procuration à Stéphanie GAYET

a donné procuration à Estelle HEMMAMI

ABSENTS EXCUSES :

M. LAFONT Hubert, 8ème Vice-Président

M. DUPUY Guy

ABSENTS NON EXCUSES :

Mme TRESSENS Christiane

M. LABORIE Michel

M. PAILLAS Alain

Mme LAFFINEUR Nicole

M. USSEGLIO Philippe

En conformité à l'article L.5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein de l'Assemblée, Martine CAVERZAN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été déléguée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSE DES MOTIFS

Madame la Préfète a transmis à la Communauté de communes, par courrier du 20 juillet 2021 (reçu le 26 juillet 2021), le dossier technique relatif à l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) mouvements de terrains sur la commune de Lizac, pour avis.

Les PPR sont désormais réalisés en application des articles L562-1 à L562-9 du Code de l'environnement relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles, suivant une procédure définie aux articles R562-1 et R562-11 du Code de l'environnement.

Le mécanisme d'indemnisation des victimes des catastrophes naturelles est régi par la loi n°82-600 du 13 juillet 1982. Les contrats d'assurances garantissent les assurés contre les effets des catastrophes naturelles, cette garantie étant couverte par une cotisation additionnelle à l'ensemble des contrats d'assurance dommage et à leur extension couvrant les pertes d'exploitation.

En contrepartie, et pour la mise en œuvre de ces garanties, les assurés exposés à un risque ont à respecter certaines règles de prescriptions fixées par le PPR, leur non-respect pouvant entraîner une suspension de la garantie dommages ou une atténuation de ses effets (augmentation franchises).

Les PPR, sont établis par l'Etat et ont valeur de servitude d'utilité publique. Ils sont opposables à tout mode d'occupation ou d'utilisation du sol. Les documents d'urbanisme (PLU ou cartes communales) doivent respecter leur disposition et ils sont annexés à ces documents. Par ailleurs, les constructions, ouvrages, cultures et plantations existant antérieurement à la publication du PPR peuvent être soumis à l'obligation de réalisation de mesures de protection.

Ils traduisent l'exposition aux risques dans l'état actuel et sont susceptibles d'être modifiés si cette exposition devait être sensiblement modifiée à la suite de prévention de grande envergure.

Les PPR ont pour objectifs une meilleure protection des personnes et des biens, et une limitation du coût pour la collectivité de l'indemnisation systématiques des dégâts engendrés par le phénomène.

Les PPR ont pour objet :

- **De délimiter des zones exposées aux risques** en fonction de leur nature et de leur intensité. Dans ces zones, les constructions ou aménagements peuvent être interdits ou admis avec prescriptions ;
- **De délimiter des zones non directement exposées aux risques**, mais dans lesquelles toute construction ou aménagement pourrait aggraver les risques ou en provoquer de nouveaux ;
- **De définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde** incombant aux collectivités publiques et aux particuliers ;
- **De définir les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions (ou ouvrages) existants** devant être prises par les propriétaires exploitants ou utilisateurs concernés.

Les dispositions du PPR doivent être respectées pour la délivrance des autorisations d'utilisation du sol.

Le périmètre d'étude du PPR de Lizac comprend l'ensemble du territoire communal.

Le dossier soumis à avis comprend :

- **La note de présentation** qui indique le secteur géographique concerné par l'étude, la nature des phénomènes naturels pris en compte et leurs conséquences possibles sur l'activité et les biens dans la commune compte tenu de l'état de connaissance ;
- **Le plan de zonage**, document graphique délimitant :

- Les zones **non directement exposées aux risques mais où les aménagements pourraient aggraver les risques ou en provoquer de nouveaux** ;

Ces zones sont communément classées en :

- Zones rouges : inconstructibles
- Zones bleues : constructibles sous conditions
- Zones blanches : constructibles sans contrainte spécifique

- **Le règlement** qui détermine, en considérant les risques, les conditions d'occupation ou d'utilisation du sol dans les zones rouges et bleues.
 - En zone rouge : toute construction ou implantation est en principe interdite à l'exception de celles figurant sur la liste dérogatoire du règlement ;
 - En zone bleue : le règlement de zone bleue énumère les mesures destinées à prévenir ou à atténuer les risques ; elles sont applicables aux biens et activités futures, ainsi qu'aux biens et activités existantes à la date de publication du PPR. Ces mesures imposées aux biens existants peuvent être rendues obligatoires dans un délai de 5 ans (pouvant être réduits en cas d'urgence). En outre, ces travaux ne peuvent avoir un coût supérieur à 10 % de la valeur vénale du bien concerné à la date d'approbation du PPR.
- **Une annexe** constituée par les documents cartographiques :
 - La carte informative des phénomènes naturels ;
 - La carte des aléas ;
 - La carte des enjeux.

Ces annexes n'ont qu'un caractère informatif destiné à expliquer le zonage. Elles n'ont pas de portée réglementaire et ne sont pas opposables aux tiers.

L'étude se base sur :

- Un contexte géomorphologique, géologique, hydrogéologique et sismique ;
- Un contexte climatique ;
- Un contexte hydrographique ;
- Une recherche historique et bibliographique ;
- Une reconnaissance des mouvements de terrain et cartographique informative des phénomènes naturels sur la zone d'étude : affaissements/effondrements, éboulements/chutes de blocs, glissements de terrains/coulées de boue.

L'étude a permis de définir les aléas et leur intensité, et d'élaborer des cartes indiquant les limites et les niveaux d'aléas sur l'ensemble du territoire communal.

En plus, une carte des enjeux a été élaborée sur la base des grandes unités naturelles ou agricoles, zones urbanisées ou futures, les enjeux linéaires (grands axes de communication, et réseaux de transport d'énergie ou fluides), les enjeux ponctuels (enjeux de service public, enjeux équipements publics, économiques touristiques et patrimoniaux).

C'est le croisement entre les mouvements de terrain et les enjeux qui a déterminé le zonage réglementaire en trois zones :

- Zone d'autorisation (blanche) : constructible au regard du PPR (sous réserve d'autres réglementations du sol notamment PLU ou carte communale) ;
- Zone de prescriptions (bleue) : constructible sous conditions, sous réserve d'autres réglementations du sol notamment PLU ou carte communale ;
- Zone d'interdiction (rouge) : inconstructible (sauf exceptions).

Aussi, l'étude s'est appuyée sur une prospection in situ menée en octobre 2018, sur l'examen de photographies aériennes et sur une enquête menée auprès des services de l'Etat et de la Mairie.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'environnement notamment ;

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu l'arrêté préfectoral n° 82-2019-05-06-001 en date du 6 mai 2019 portant modification n° 3 des statuts de la Communauté de communes Terres des Confluences ;

Vu l'arrêté préfectoral de prescription relatif à l'élaboration du PPR (n°82-2020-12-28-007) du 28 décembre 2020 ;

Vu l'avis de la Commission Aménagement Durable du Territoire et du Cadre de vie du 20 septembre 2021 ;

Vu l'avis de la conférence des maires du 21 septembre 2021 ;

Considérant que la Communauté de communes Terres des confluences est consultée au regard de sa compétence dans le cadre du PLU ou documents en tenant lieu ;

Considérant le dossier technique soumis à consultation ;

Considérant que ce PPR a pour finalité une meilleure protection des biens et des personnes et une limitation du coût pour la collectivité de l'indemnisation systématique des dégâts engendrés par les phénomènes ;

DISPOSITIF DE LA DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le Conseil Communautaire :

- **émet** un avis favorable sur le projet de PPRN mouvements de terrains sur la commune de Lizac ;
- **autorise** le Président à signer tout document se rapportant à l'exécution de la présente ;
- **met à jour** la carte communale dès que ce PPR sera exécutoire ;
- **prend en compte** ce projet dans le cadre de l'élaboration du PLUI-H.

AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES
 POUR COPIE CONFORME AU REGISTRE
 DES DELIBERATIONS

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa :

Transmission en -Préfecture le : 04/10/2021

Publication le : 04/10/2021

Notification le :

LE PRESIDENT,

D. BRIOIS



Membres en exercice : 62

Présents : 48

Votants : 55

Adoptée à l'unanimité des votants